

Avec la participation de la Commission européenne
et d'acteurs économiques et institutionnels,
d'Europe, de Russie et du Moyen Orient

Les Entretiens Européens

7 avril 2016 - Bruxelles

La sécurité énergétique de l'Union européenne : Quelles interdépendances avec les pays tiers ?



ASCPE-Les Entretiens Européens a rassemblé des acteurs industriels, institutionnels, et des chercheurs de 20 pays européens et voisins¹, pour un débat ouvert sur l'avenir de nos relations et de nos interdépendances, avec le souci d'identifier les multiples défis énergétiques et géopolitiques auxquels les Etats membres de l'Union européenne et les pays tiers sont aujourd'hui confrontés.

L'intensification des tensions avec les pays producteurs et de transit et la recomposition des alliances entre les puissances régionales en conflit (Russie, Iran, Turquie...) impactent la stratégie de l'UE qui cherche à diversifier ses routes, ses sources et ses moyens (pipelines ou LNG) d'approvisionnement, et à mettre en place un marché unique plus solidaire. Face à cette stratégie européenne, les pays producteurs comme la Russie, l'Iran, l'Azerbaïdjan, ceux de la Méditerranée Orientale, et les pays de transit, cherchent aussi à assurer leur sécurité énergétique.

¹ Etaient représentés : 8 pays membres de l'UE dont l'Allemagne, la Bulgarie, la France, la Grèce, l'Italie; et 12 pays de la grande région Europe/Moyen Orient dont l'Azerbaïdjan, l'Iran, Israël, la Russie, la Turquie, l'Ukraine...

Comment permettre à tous les pays de cette zone d'assurer leur sécurité énergétique et de bâtir de nouvelles relations commerciales en coopération et dans l'intérêt général ? L'énergie et la consolidation des échanges entre les Etats peuvent-ils constituer un vecteur de pacification des conflits ?

Mise en perspective dans le contexte géopolitique et économique avec la chute des prix du pétrole

Dans son introduction ², **Claude FISCHER-HERZOG, directrice des Entretiens Européens et Eurafricains**, insiste sur la complexité de la situation et met en exergue les contradictions internes de l'Union européenne dans son rapport aux pays tiers, notamment vis-à-vis de la Russie suite aux crises russo-ukrainiennes successives, et vis-à-vis de la Turquie comme pays de transit clef pour diversifier ses approvisionnements gaziers. Elle interroge les acteurs européens et des pays voisins sur leurs stratégies énergétiques et économiques et leur volonté de mettre en place un marché énergétique sur l'ensemble de la zone. En effet, le contexte géopolitique extrêmement tendu complique les relations entre les grandes puissances régionales comme la Russie, la Turquie ou l'Iran, et avec l'Europe qui n'est pas une puissance politique. Sur le plan économique, de grandes incertitudes persistent avec la baisse de la demande énergétique due à la stagnation économique européenne, et surtout celle de la place du gaz dans le futur mix énergétique dans le cadre des engagements climatiques de l'UE. C'est dans ce contexte global qu'il faut repenser nos « dépendances » qui sont en fait des interdépendances. Comment les rendre positives dans l'intérêt mutuel?



Francis PERRIN, directeur de Stratégies et Politiques Energétiques, met en avant dix facteurs clefs pour comprendre ces problématiques complexes dans le contexte géopolitique et géoéconomique mondial, parmi lesquels le risque de surplus de gaz à moyen ou long terme sur le marché mondial, et l'impact des conflits en Irak, en Syrie, la guerre contre l'Etat Islamique sur la situation géopolitique régionale.

-La **chute des cours du pétrole³ est le facteur majeur sur la sécurité** avec une compétitivité des fossiles déstabilisant durablement les pays producteurs : Lybie, Algérie, Venezuela, Russie, Iran, Irak... déjà minés par des conflits régionaux et/ou intérieurs. Faut-il geler la production ? Est-ce possible pour des pays comme l'Iran et la Libye qui ont déjà beaucoup réduit ? L'Iran qui produira 2 millions de barils/jour d'ici 2020, se tourne vers le Moyen-Orient et l'Asie, mais aspire à être présent sur le marché européen.

-L'évolution à **moyen et long terme du marché mondial du gaz** avec le développement de nouveaux moyens de transport du gaz sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL), simultanément à l'exportation du gaz de schiste américain, aux récentes découvertes de ressources gazières off-shore, notamment au Mozambique et en Méditerranée Orientale, et à la levée de l'embargo sur le géant gazier iranien.

-**Le potentiel d'expansion important des fournisseurs traditionnels** de l'UE (Norvège, Algérie et Lybie, Qatar, Nigéria)

² On retrouvera les textes de son introduction et de ses conclusions sur le site www.entretiens-europeens.org

³ En avril 2016, le baril était à 40 \$, à 28 \$ en janvier 2016, par rapport à 150 \$ en 2014.

-Les importantes ressources non-exploitées du Kurdistan Irakien, l'exportation des ressources de la Mer Caspienne via l'Azerbaïdjan et la construction du corridor Sud-européen à destination de l'Europe qui confèrent à **la Turquie une position géostratégique majeure pour diversifier les routes d'approvisionnement de l'UE.**

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre **les mutations dans la politique commerciale de Gazprom** qui cherche à adapter sa stratégie aux mutations du marché gazier mondial, **et s'interroger sur celle de l'Union européenne**, divisée par le projet du Nord Stream 2. Celui-ci cristallise de nombreuses tensions, mettant en lumière la difficulté de mettre en place une Union de l'Energie, mais l'UE devra répondre à la question clé : quelle sera la place du gaz dans le mix énergétique européen ?

*Les relations énergétiques entre l'UE et la Russie :
comment bâtir de nouvelles coopérations pour assurer la sécurité énergétique de chacun ?*

Claude FISCHER HERZOG interroge dans une 1^{ère} table ronde sur le projet Nord Stream 2 et la signature d'un protocole d'accord pour alimenter en gaz la Grèce et l'Italie : ces options ne tendent-elles pas à renforcer l'isolement de l'Ukraine sur le marché énergétique européen ? Mais, alors que les Etats membres se divisent et dénoncent l'incohérence et le renforcement de la dépendance de l'UE au gaz russe, ces projets de gazoducs peuvent-ils représenter un atout pour la sécurité énergétique de l'Union européenne, et à quelles conditions ?

Andreas ROZMER, responsable de la diplomatie énergétique au Service Européen pour l'Action Extérieure, rappelle les grandes orientations de l'Union de l'Energie : il s'agit d'assurer la sécurité d'approvisionnement à des prix abordables et de développer la transparence sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, tout en soutenant une approche durable dans le cadre des engagements climatiques de la COP21.

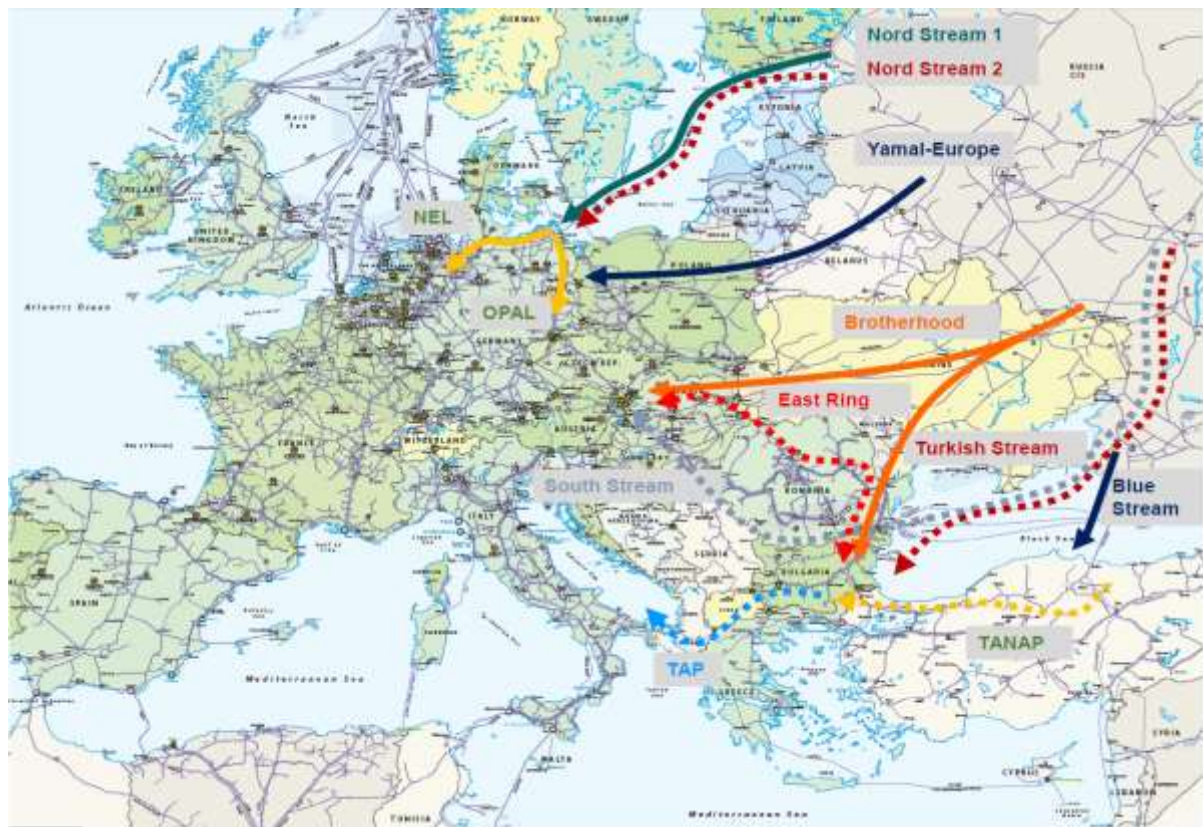
L'Union européenne propose de développer de nouveaux terminaux GNL et de mettre en place des flux inversés dans les régions soumises à des risques de pénuries de gaz en provenance de Russie. Or les pays membres sont divisés sur la stratégie à adopter vis-à-vis de la position quasi-monopolistique de Gazprom sur le marché européen. La politique offensive de la Russie est perçue comme une menace par certains pays membres et fragilise les relations énergétiques et économiques entre Gazprom et l'UE, comme l'a montré l'intervention de **Dmitry SEMENOV, premier secrétaire de la Mission Permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Union Européenne**. Le manque d'échanges diplomatiques entre la Russie et les Etats membres sur le règlement de la crise ukrainienne, les pressions de la Commission européenne sur les Etats membres partenaires du South Stream et les stress tests qui projetaient un arrêt total des importations russes, ont été considérés par le gouvernement russe comme une « agression » vis-à-vis de la Russie qui cherche à sécuriser ses exportations. Aussi, le maintien des sanctions économiques prises par l'UE contre la Russie l'a amenée à diversifier ses exportations énergétiques et ses partenaires commerciaux en dehors de l'Europe.

A la question posée par Claude Fischer-Herzog sur le projet de gazoduc Nord Stream 2, **Denis SIMONNEAU, directeur des relations internationales d'Engie**, répond qu'il constitue l'un des meilleurs projets pour assurer la sécurité d'approvisionnement de l'UE.

Le gaz représente aujourd'hui 25% du mix énergétique de l'UE, et sa consommation devrait continuer de croître dans un contexte où les projets charbon et nucléaire sont difficiles à mettre en place. Pour lui, le Nord Stream 2 s'inscrit bien dans les orientations de l'Union de l'énergie et dans ses objectifs : ceux de durabilité, le gaz étant compatible avec la transition énergétique et avec les engagements de la COP 21 ; ceux de sécurité énergétique puisque le gaz russe, redistribué par l'Allemagne à travers la mer Baltique vers le sud jusqu'en Europe centrale, nous permettra de ne pas dépendre de la voie orientale ; ceux de compétitivité : plus de gaz bon marché importé par de multiples routes permettra de faire baisser les prix sur le marché européen. De plus, ce projet est tout à fait compatible avec la

législation du marché intérieur de l'UE, le Nord Stream 2 n'étant pas soumis à la réglementation du troisième paquet énergie puisqu'il s'arrêtera à la frontière du territoire européen.

Frank UMBACH, directeur de recherche au Centre Européen pour la Sécurité des Ressources et de l'Énergie (EUCERS) au King's College de Londres, semble moins enthousiaste pour ce projet. Il met en avant l'impact du Nord Stream 2 sur l'ensemble du marché gazier européen et le rôle stratégique qu'il confère à l'Allemagne. Avec 80 milliards de mètres cubes de gaz à destination du territoire allemand, et la mise en opération des flux inversés, l'Allemagne devient exportateur et pays de transit pour le gaz à destination des États de l'est et du centre de l'Europe. Cela crée d'importantes controverses avec les pays de transit comme la Pologne, la Hongrie ou encore la Slovaquie qui perdent leurs bénéfices économiques de pays de transit avec la réduction du transit par la route ukrainienne. Il souligne certaines incohérences dans le discours favorable au projet Nord Stream 2, présenté comme purement commercial. Ce projet a bien pour but de contourner le territoire ukrainien, ce qui découle directement des tensions géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine. Il soulève une question clef : quelles conséquences pour l'Europe si le contrat pour le transit du gaz par l'Ukraine prend fin en 2019 ? Et si ni le Nord Stream 2, ni le Corridor sud ne sont terminés à cette date, quelles seront les voies d'importations et comment l'UE s'approvisionnera-t-elle en gaz ?



Les interventions des industriels, **Marco MARGHERI, directeur des Affaires publiques et européennes chez Edison** dans la première table ronde et celle de **Vincenzo CONFORTI, manager des Affaires européennes chez ENI** dans la seconde table ronde, envoient un message fort. Pour que le marché énergétique européen soit compétitif avec un prix unique du gaz, il faut intégrer de nouvelles sources, comme celles venant de l'Azerbaïdjan via le Corridor sud, développer les infrastructures nécessaires pour exporter les ressources de la Méditerranée Orientale, et les interconnexions entre les pays, surtout vers le sud-est de l'Europe. Les entreprises, optimistes sur l'avenir du gaz en Europe, sont plus pessimistes sur la politique de l'UE et les divisions entre États membres. Marco Margheri d'Edison

propose de créer un espace où toutes les options resteraient ouvertes : au Nord et au Sud, ce qui permettrait véritablement de diversifier les sources d'approvisionnement. Mais au regard des coûts des investissements, comment mettre le gaz au cœur des coopérations et solidarités entre les Etats membres ?

Diversification des sources et sécurité des voies d'approvisionnement pour le Corridor Sud européen : le retour de l'Iran et la découverte des hydrocarbures en Méditerranée

*Le débat de la seconde table ronde, animée par **Noémie REBIERE**, chargée de recherche à ASCPE et doctorante à l'Institut Français de Géopolitique à l'Université Paris 8, porte sur les enjeux de diversification des sources et la sécurité des voies d'approvisionnement pour le Corridor sud européen avec le retour de l'Iran et la découverte des hydrocarbures en Méditerranée : comment l'UE va-t-elle consolider ses alliances dans cette région durablement instable et assurer la sécurité énergétique de tous les Etats membres ? Quels sont les projets d'investissements pour le développement des infrastructures nécessaires à l'exploitation et à l'acheminement du gaz ?*

Sohbet KARBUZ, directeur du pôle hydrocarbures à l'Observatoire Méditerranéen de l'Energie, dresse un tableau plutôt pessimiste des évolutions géopolitiques en Méditerranée Orientale suite aux découvertes de ressources offshore au large d'Israël, de Chypre et d'Egypte. Les problématiques d'exportation du gaz méditerranéen se heurtent aux conflits régionaux, notamment le conflit entre la Grèce et la Turquie autour de la question chypriote qui reste l'un des problèmes bloquants. L'idée que l'énergie devienne un moteur pour pacifier des conflits est excellente, mais les Etats ne sont pas prêts à dépasser certains désaccords politiques et historiques. Le gaz de la Méditerranée Orientale constitue cependant un atout majeur pour diversifier les importations tant de l'UE que de la Turquie qui est dépendante à hauteur de 50% du gaz russe.



Volkan OZDEMIR, directeur d'EPPEN, Institut des marchés et des politiques énergétiques à Ankara, expose l'ensemble des sources disponibles pour alimenter le Corridor sud-européen - projet phare de l'Union de l'énergie pour diversifier les routes d'approvisionnement de l'UE. Les ressources de la mer Caspienne, de la Méditerranée Orientale, du Kurdistan irakien et d'Iran représentent des volumes gigantesques et pourraient être acheminés vers l'UE et la Turquie - dont la demande énergétique est en forte croissance. Mais l'ensemble de la région est durablement instable. Les hauts risques géopolitiques et le manque d'implication des politiques, notamment de la Commission européenne, freinent les entreprises à investir. Et si la Turquie occupe une position géostratégique pour devenir un hub énergétique, c'est l'incertitude politique qui prime. Les ressources de l'Iran, deuxième plus grosse puissance gazière mondiale, sont désormais disponibles avec la levée de l'embargo, or l'Iran doit faire face à sa demande intérieure en pleine expansion.

La solution se trouve dans le développement de nouvelles technologies pour **Aziz MANSOURI, conseiller à l'ambassade d'Iran en Belgique**, qui rappelle que l'Iran a besoin d'investissements extérieurs colossaux pour développer son secteur énergétique afin de pouvoir produire et exporter son gaz. Pour attirer les investissements, le gouvernement iranien a mis en place de nouveaux types de contrats (Iranian Petroleum Contracts) plus souples et plus attractifs. Concernant l'exportation des ressources iraniennes, l'option de construire un gazoduc vers la Turquie ne semble pas réaliste pour le moment étant donné l'état des relations entre les deux voisins. L'Iran envisage de développer des terminaux GNL offshore pour bénéficier d'une plus grande flexibilité d'exportation, notamment vers les marchés asiatiques.

Peter POPTCHEV, ancien ambassadeur itinérant pour la sécurité énergétique et le changement climatique auprès de la Bulgarie propose que les pays du sud-est de l'Europe, la Grèce et la Bulgarie, puissent se positionner comme hubs énergétiques mais regrette que ceux-ci se heurtent à une absence de stratégie politique de la part des Etats eux-mêmes, de la Commission et des pays exportateurs. La demande gazière en Europe du sud-est est insuffisante car la majorité des mix énergétiques reposent encore sur le charbon et le marché du gaz est monopolisé par Gazprom, unique fournisseur. La priorité pour lui est donc de construire le Corridor sud avec ses interconnexions entre la Turquie, la Grèce et la Bulgarie afin de diversifier les sources et créer les conditions pour la mise en place d'un marché gazier européen compétitif et unifié.

Pour **Claude FISCHER**, ce qui est clair, c'est le rôle central de la Russie au Nord pour l'alimentation en gaz de l'Europe centrale et orientale. C'est plus embrouillé au Sud où tout est à faire entre le développement des interconnexions, la construction des terminaux GNL et la réalisation de projets de pipeline transnationaux. Or non seulement les relations entre l'UE, la Russie et les pays de l'Est Méditerranéen sont aujourd'hui minées par des conflits géopolitiques, notamment en Ukraine et en Syrie, mais les coûts de production et les prix russes défient toute concurrence sur le marché.

Alors que la Russie, la Turquie, l'Iran, et même l'Egypte et Israël s'affirment comme grandes puissances, et sont à l'offensive, l'UE est sur la défensive : elle se replie sur son marché intérieur et exige des Etats membres des plans d'action et d'urgence pour faire face aux « futures ou éventuelles crises gazières »... un principe de précaution qui ne fait pas une stratégie, conclue-t-elle.



Mechthild WOERSDOERFER, directrice pour la Politique énergétique à la DG Energie de la Commission européenne, défend la stratégie de l'Union, élaborée depuis les crises russo-ukrainiennes de 2006 et 2009, orientée diversification des sources et des routes d'approvisionnement avec la Norvège et l'Algérie, la Russie restant toutefois un acteur clé. Concernant le Nord Stream 2, la Commission exigera que la Russie applique le 3^{ème} paquet, tout comme elle l'a fait pour le Nord Stream 1. Mais dans un contexte où notre sécurité énergétique nécessitera –malgré une moindre production– autant d'importations⁴, elle souligne l'intensification des relations et les négociations avec les pays tiers, et en particulier avec la Turquie et l'Iran, la volonté de la Commission de contrôler les accords intergouvernementaux avant signature, et rappelle les propositions de la Commission –partagées avec le SAE– pour assurer l'approvisionnement de tous en cas de crise, par une approche régionale et solidaire.

⁴ La consommation de 440 bcm restera stable, entre 380 et 400 bcm.